Communication & Influence

N°94 - Juin 2018

Quand la réflexion accompagne l'action

Les grands théoriciens de la géopolitique face à l'articulation puissance/influence : le décryptage de Florian Louis

Professeur agrégé d'histoire, enseignant en classes préparatoires aux grandes écoles, Florian Louis achève à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS, Paris) une thèse sur les origines de la géopolitique. Il est l'auteur d'un ouvrage qui fait référence en la matière, **Les grands théoriciens de la géopolitique** ***(Belin), dont la troisième édition entièrement revue vient de paraître. Et il publie en septembre aux PUF un volumineux manuel d'introduction aux enjeux internationaux actuels :*** **Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain.**

"Les géopoliticiens se sont très tôt interrogés sur les contradictions qui pouvaient se faire jour entre les orientations politiques dont ils prétendaient trouver l'origine dans la géographie et la volonté des peuples à qui il s'agissait de les faire accepter, ce qui les a indirectement conduit à réfléchir à la question de l'influence" ***souligne Florian Louis dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication. En matière de jeux d'influence, Florian Louis nous invite ainsi à analyser de très près les travaux des politistes spécialisés dans l'étude des relations internationales.***

Quel rôle les théoriciens de la géopolitique accordent-ils à la question de l'influence dans leur analyse des relations internationales ?

Longtemps, la géopolitique n'a accordé qu'une place mineure à la question de l'influence. En effet, pour les analystes qui ont développé cette approche à la fin du XIX[e] et au début du XX[e] siècle, il s'agissait d'abord et avant tout d'insister sur le poids qu'exercent les réalités géographiques sur la politique internationale. En montrant par exemple en quoi le caractère insulaire d'un pays comme le Royaume-Uni pouvait expliquer, voire déterminer, sa politique étrangère. Autrement dit, la géopolitique constitue une approche fondamentalement matérialiste, que d'aucuns ont même pu qualifier de fataliste, qui relègue dans une position secondaire les considérations plus immatérielles dont relève l'influence.

Néanmoins, les géopoliticiens se sont très tôt interrogés sur les contradictions qui pouvaient se faire jour entre les orientations politiques dont ils prétendaient trouver l'origine dans la géographie et la volonté des peuples à qui il s'agissait de les faire accepter, ce qui les a indirectement conduit à réfléchir à la question de l'influence.

L'Allemagne nazie, qui vit se développer la première grande école de géopolitique

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

COMES

www.comes-communication.com

autour de Karl Haushofer fournit une bonne illustration de ce dilemme. Pour ce dernier, la géographie imposait l'alliance germano-soviétique qui en unifiant le cœur de l'Eurasie (le *Heartland* ou "cœur du monde" qu'avait cru identifier quelques années auparavant le géographe britannique Halford Mackinder) assurait les bases géographiques indispensables à une hégémonie allemande pérenne. Mais au sein du parti nazi, des idéologues comme Alfred Rosenberg, empreints d'antislavisme, militaient au contraire pour la rupture de cette alliance et finirent d'ailleurs par l'emporter, précipitant la défaite allemande. Il a donc très tôt importé, pour les géopoliticiens, de ne pas se contenter d'établir des analyses stratégiques, aussi pertinentes soient-elles, mais de se soucier de leur diffusion et de leur promotion afin de les rendre acceptables auprès des opinions publiques. C'est pourquoi Karl Haushofer avait lancé dès 1924 un mensuel, les *Cahiers de géopolitique*, par le biais duquel il travaillait à faire connaître et approuver ses orientations en politique étrangère, dont il s'avait qu'à l'image du rapprochement germano-slave, elles pouvaient aller à l'encontre de l'opinion publique dominante. Tout à son souci d'influencer l'opinion publique allemande, Haushofer accordait notamment une attention particulière à la cartographie qu'il considérait comme un outil plus efficace que le texte pour diffuser, faire comprendre et approuver sa pensée.

"Le rôle des idées - même fausses - est capital en géopolitique, car ce sont elles qui expliquent les projets et qui, autant que les données matérielles, déterminent le choix des stratégies" (Yves Lacoste).

On retrouve à la même époque un même souci de l'influence de l'autre côté de l'Atlantique. En 1942, le géographe George Renner publie dans le newsmagazine *Collier's* un plan de partage de l'Europe en neufs États qui devrait selon lui être mis en œuvre une fois la paix rétablie afin de stabiliser définitivement le vieux continent. Son article suscite immédiatement un immense tollé parmi les géographes et les diplomates états-uniens. Mais ce qu'ils lui reprochent n'est pas tant le fond de son analyse que l'effet désastreux que risque d'avoir sa publication sur les opinions publiques des alliés européens de Washington. La question de l'influence est donc ici capitale, mais pas tant dans l'analyse elle-même que dans sa réception.

Il me semble que ce n'est pas parmi les géopoliticiens que l'on trouve les penseurs les plus perspicaces de l'influence. Il faut plutôt se tourner pour cela du côté des politistes spécialisés dans l'étude des relations internationales.

En France, la géopolitique développée dans les années 1980 par Yves Lacoste, du fait de l'importance qu'elle accorde à la question des représentations, a contribué à revaloriser la question de l'influence. Lacoste insiste en effet sur l'importance de l'élément spirituel dans toute configuration géopolitique, par exemple lorsqu'il écrit que *"le rôle des idées – même fausses – est capital en géopolitique car ce sont elles qui expliquent les projets et qui, autant que les données matérielles, déterminent le choix des stratégies"*. Plus récemment, les géographes déconstructivistes qui depuis la fin des années 1990 se sont réunis sous la bannière de la "géopolitique critique" (*critical geopolitics*) ont pleinement intégré la question de l'influence au cœur même de leurs analyses. Ils ont en effet entrepris une relecture à charge de la prose géopolitique "classique" qu'ils interprètent comme un instrument d'influence au service des intérêts impériaux. Pour eux, la géopolitique n'a pas tant vocation à analyser les rapports de forces internationaux qu'à légitimer la politique étrangère agressive des puissances occidentales au service desquelles elle se place. La géopolitique ne serait pas tant pourvoyeuse d'analyses aidant à la prise de décision politique, que de légitimations *a posteriori* de celles-ci par de pseudo-arguments d'autorité géographiques. Elle "naturalise" la puissance pour mieux la faire accepter en la présentant comme inéluctable et donc incontestable puisque fruit d'une géographie sur laquelle par définition l'homme n'a que peu de prise. Les géopoliticiens critiques renouent ce faisant avec la vieille critique marxiste de la géopolitique accusée de mettre en exergue une fantasmatique "lutte des places" pour mieux faire oublier la plus fondamentale "lutte des classes".

Quels sont selon vous les auteurs les plus pertinents pour penser la question de l'influence ?

Il me semble que ce n'est pas parmi les géopoliticiens que l'on trouve les penseurs les plus perspicaces de l'influence. Il faut plutôt se tourner pour cela du côté des politistes spécialisés dans l'étude des relations internationales. Bien sûr, Joseph Nye et ses travaux sur la "puissance douce" (*soft power*) sont particulièrement éclairants, encore qu'il faille sans doute en nuancer l'originalité. Dans son récent essai intitulé *Civilisation*, Régis Debray présente Samuel Huntington et Francis Fukuyama comme "des succès de seconde main bien marketés", le premier se contentant selon lui de simplifier et d'adapter au monde contemporain la pensée de Toynbee et le second celle de Hegel. Je rajouterai volontiers Nye à la liste et préconiserais de commencer par remonter à la source en lisant les travaux d'Antonio Gramsci relatifs à l'"hégémonie culturelle". Bien sûr, le militant communiste sarde qu'il était pensait d'abord l'influence à l'échelle intranationale, mais de nombreux travaux comme ceux du politiste canadien Robert W. Cox ont montré à quel point le paradigme gramscien pouvait être pertinent pour penser les relations internationales.

Je recommanderais également, dans une autre perspective, la lecture de l'essai que Susanna Hast a consacré à la notion de "sphère d'influence" (*Spheres or Influence in International Relations : History, Theory and Politics*, Ashgate, 2014). En étudiant comment un État peut en placer d'autres dans son orbite sans pour autant avoir à leur imposer une tutelle formalisée, elle expose quelques unes des voies de l'influence internationale et mobilise pour ce faire un corpus à la fois riche et original allant de Carl Schmitt à George Orwell en passant par Friedrich Naumann et Edward H. Carr.

Enfin, dans la continuité de ce que je disais précédemment sur le rôle prépondérant de la cartographie dans l'influence géopolitique, je ne peux qu'inviter les lecteurs à se plonger dans le stimulant traité de Mark Monmonier, *How to Lie Whit Maps* (Chicago University Press) dont une troisième édition vient tout juste de paraître, et qui montre comment la carte, loin d'être un simple outil de description, est avant tout un instrument de prescription à l'efficacité d'autant plus redoutable qu'il passe inaperçu. ■

EXTRAITS

L'antiaméricanisme, revers du *soft power* ?

Dans le hors-série n°7 (printemps 2018 – Le soft power américain*) de la revue Conflits à laquelle il collabore régulièrement, Florian Louis a signé un article (p.78-80) portant sur la nature de l'antiaméricanisme, dont il se demande s'il ne constitue pas le revers du* soft power. *Extraits.*

Rançon ou limite du succès américain ?

"Pour expliquer la vigueur et la pérennité de l'antiaméricanisme, deux principales grilles de lecture s'affrontent. Pour les uns, plutôt pro-américains, l'antiaméricanisme est l'expression d'une forme de jalousie voire de complexe d'infériorité à l'égard d'un pays dont la puissance et la réussite éclatantes mettraient par contraste en lumière les faiblesses et les échecs des autres pays. Pour les autres, plutôt anti-américains, il serait d'abord la conséquence de la politique intérieure inique et de la politique étrangère égoïste et néfaste de Washington qui, à trop s'ingérer et guerroyer dans le monde entier, y aurait semé les graines de la colère anti-américaine. Dans le premier cas, l'antiaméricanisme est pensé comme le revers du *soft power* américain, un symptôme paradoxal de sa réussite : c'est le syndrome du premier de la classe, moqué, parfois haï, mais surtout envié. Dans cette vision des choses, l'anti-américanisme n'exprime pas tant un rejet de l'Amérique qu'une jalousie à son égard. Il est le prix à payer pour sa réussite, la rançon du succès : après tout, s'il n'existe pas d'"anti-portugalisme" ou d'"anti-madagascarisme" dans le monde, c'est parce que ces deux pays n'impressionnent pas grand monde et ne font d'ombre à personne. Mieux vaudrait finalement être haï qu'ignoré, et savoir considérer l'antiaméricanisme pour ce qu'il est : le privilège d'une hyperpuissance qui ne laisse personne indifférent. Ainsi que le note Josef Joffe, *"les grandes puissances sont imitées, enviées ou haïes, mais jamais aimées"*. Dans le second point de vue en revanche, l'antiaméricanisme est d'abord le revers du *hard power* américain qui, utilisé à mauvais escient, aboutirait à dégrader l'image des États-Unis dans le monde et *in fine* leur puissance. C'est à force de se montrer détestables que les États-Unis en seraient arrivés à être détestés et ils seraient ainsi les premiers et seuls responsables de la défiance qu'ils inspirent. Une hypothèse que tendent à créditer les statistiques compilées par le Pew Research Center qui montrent une nette dégradation globale de l'image des États-Unis depuis 2002 et le début de leurs interventions en Afghanistan puis en Irak."

Les multiples visages de l'antiaméricanisme

"Pour intéressante qu'elle soit, cette grille de lecture binaire des racines de l'anti-américanisme manque néanmoins de finesse. Car les formes prises par l'antiaméricanisme dans le monde sont plurielles et difficilement réductibles à un seul facteur. Pour tenter de rendre compte de la variété des formes prises par l'antiaméricanisme, les politistes Peter Katzenstein et Robert Keohan ont proposé d'aborder le sujet par le biais d'une méthode typologique. Pour expliquer l'anti-méricanisme, il importe selon eux de commencer par le décrire dans toute la pluralité de ses visages et de ses expressions. En effet, il n'existe pas un mais des antiaméricanismes qui ont des origines et donc des causes diverses. On ne saurait donc expliquer l'anti-méricanisme de manière monocausale. Selon eux, ce sont pas moins de six types d'anti-américanisme, différents quoique parfois entremêlés, qui doivent ainsi être distingués :

- L'antiaméricanisme libéral n'est pas opposé au modèle américain, mais critique son imparfaite réalisation concrète. Il ne dénonce pas les valeurs portées par l'Amérique, mais le fait qu'elle ne les mettrait pas réellement en pratique, par exemple en soutenant des régimes dictatoriaux ou en ayant recours à la torture.
- L'antiaméricanisme social, marqué à gauche, reproche en revanche aux États-Unis leur caractère trop libéral d'un point de vue économique (le marché roi) et au contraire trop conservateur sur le plan des mœurs (la peine de mort, le puritanisme).
- L'antiaméricanisme souverainiste et nationaliste ne se préoccupe pas pour sa part de ce que font les États-Unis chez eux, mais uniquement de leur influence chez les autres, qui aboutirait à dissoudre les identités et les souverainetés nationales. Les Etats-Unis sont ici avant tout assimilés à une puissance néfaste car globalisatrice et nivelante.
- Variante de l'antiaméricanisme souverainiste, l'antiaméricanisme intellectualiste (*cultural elitist anti-americanism*) renvoie au rejet de l'influence culturelle américaine accusée de corrompre la haute culture pour la remplacer par une sous-culture de masse consumériste et standardisée. Il s'agit alors de s'indigner de l'importation dans des pays de culture non anglo-saxonne de *Halloween* ou du *Black Friday,* entre autres.
- L'antiaméricanisme héréditaire caractérise des pays qui ont au cours de l'histoire eu maille à partir avec les États-Unis et en ont conservé une rancune tenace.
- Enfin, l'antiaméricanisme radical, incarné notamment par les jihadistes, s'oppose fondamentalement aux valeurs d'un pays dont il souhaite explicitement l'annihilation.

Cette grande hétérogénéité des antiaméricanismes explique leur relative faiblesse. Chacun d'entre eux s'attaquant à des aspects particuliers et différents du modèle américain, il leur est difficile de converger pour former un front commun à même de sérieusement menacer l'hégémonie américaine. Leur seul point commun tient au fait qu'en concentrant tous leur acrimonie sur un même pays, ils confirment par là même son caractère central qu'ils ne font que renforcer."

Orientations bibliographiques : *Anti-Americanisms in World Politics*, par Peter Katzenstein et Robert Keohan (dir.), Cornell University Press, 2006 ; *L'ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, par Philippe Roger, Seuil, 2002 ; *L'obsession anti-américaine*, par Jean-François Revel, Plon, 2002. ***Commander le n° de Conflits*** : https://www.revueconflits.com/

EXTRAITS

La peur comme levier d'influence et de puissance en géopolitique

Dans le n°9 de la revue Conflits (avril-juin 2016 – La guerre civile*), Florian Louis analyse en quoi consiste la géopolitique de la peur (p.30-31). Après avoir disséqué l'ouvrage de Dominique Moïsi sur la* Géopolitique de l'émotion *(Flammarion, 2008), il présente les travaux du politologue Corey Robin. Extraits.*

Du bon usage de la peur

"Deux ans avant la parution du livre de Dominique Moïsi, le politologue étasunien Corey Robin s'était ainsi essayé à établir une histoire politique de la peur, qu'il présente comme une "*idée*" autant que comme une émotion. Selon lui, la peur, loin d'être seulement subie, est aussi construite et instrumentalisée par les États. C'est pourquoi de nombreux théoriciens du politique, au contraire de Dominique Moïsi, se sont attachés à la valoriser plutôt qu'à la dénigrer. Car loin d'être une émotion aveuglante ou paralysante, la peur serait au contraire un puissant ferment d'action, ainsi qu'en témoigne la pensée d'un Thomas Hobbes pour qui l'institution de l'État et, par là même, l'accès à la civilisation par la sortie de l'état de nature, résultent précisément de la peur que chacun éprouve à l'égard de tous. L'État présente donc le paradoxe d'être à la fois celui qui inspire la peur, puisqu'il exerce le monopole de la violence légitime, et, dans le même temps et pour la même raison, celui qui apaise la peur : c'est parce que chacun a peur de l'État qu'il n'a pas peur des autres.

"Comme le montre bien Corey Robin, la peur est tout autant à usage interne qu'externe. Elle est en effet présente à l'intérieur de toute société mais aussi dans les relations entre chacune d'entre elles. Dans une société donnée, les dominants ont peur de la révolte des dominés, qui ont eux-mêmes peur de la répression que pourraient exercer à leur encontre les premiers. Mais tous ont également peur des menaces extérieures qui peuvent les affecter en tant qu'ils appartiennent à une même société susceptible d'être prise pour cible par une autre. Toute l'agilité du dirigeant politique, c'est d'articuler ces deux peurs, ou plus exactement d'*"utiliser la menace des ennemis à l'extérieur comme prétexte pour réprimer les ennemis de l'intérieur"*. Ces lignes, écrites par le politologue étasunien alors que s'élaborait à Washington le controversé *Patriot Act*, ne sont évidemment pas sans faire écho aux débats qui agitent aujourd'hui la France à propos des supposées "dérives" de l'État d'urgence instauré en réaction aux attaques terroristes de novembre 2015."

La guerre à la terreur

""La menace, terroriste ou autre, peut donc constituer un utile instrument de pouvoir dès lors qu'elle est utilisée comme un exutoire destiné à canaliser la vindicte populaire vers un ennemi extérieur plutôt que vers un pouvoir intérieur. C'est d'ailleurs pourquoi, quand elle n'existe pas ou est de faible intensité, le pouvoir politique peut-être tenté de la créer de toute pièce.

"Les théoriciens de la *critical geopolitics* anglo-saxonne se sont précisément penchés sur la manière dont les États déploient des stratégies discursives destinées à susciter la peur pour mieux faire approuver leur politique étrangère. Là où Dominique Moïsi voit dans la peur un facteur qui peut conduire les États à des actions irrationnelles, eux préfèrent y voir un instrument façonné tout à fait rationnellement par les États dans le but de donner un semblant de sens, et donc d'acceptabilité sociale, à des actions relevant de la *realpolitik* la plus cynique. L'invasion de l'Irak par les États-Unis et leurs alliés en 2003 en fournit une bonne illustration. En diabolisant le régime de Saddam Hussein présenté comme un "*État voyou*", maillon fort d'un "*axe du mal*" dont les "*armes de destruction massives*" menaceraient la sécurité planétaire, les *speechwriters* de la Maison Blanche parvinrent à créer dans l'opinion publique occidentale une vision suffisamment anxiogène de l'Irak pour obtenir l'assentiment d'une large partie de celle-ci à l'intervention armée que Washington entendait y mener. Mieux encore, celle-ci, qui reposait sur une peur largement construite, fut organisée au nom d'une prétendue "*guerre contre la terreur*".

"Il s'agissait donc de faire la guerre à une peur qui, dans le cas présent, était autant fantasmatique que réelle, et dont les artisans étaient ceux-là mêmes qui prétendaient l'éradiquer. Pire encore, la peur ainsi créée finit par se transformer en une prophétie autoréalisatrice dans la mesure où l'intervention militaire en Irak en a effectivement fait un pays dangereux, puisqu'elle y a créé un sanctuaire terroriste dont les effets se font sentir aujourd'hui dans le monde entier, suscitant sur son passage un sentiment de peur… bien légitime."

Orientations bibliographiques : *La géopolitique de l'émotion,* par Dominique Moïsi, Flammarion, 2008 ; *La peur. Histoire d'une idée politique,* par Corey Robin, Armand Colin, 2006 ; *Fear : Critical Geopolics and Everyday Life,* par Rachel Pain et Susan J. Smith (dir.), Ashgate, 2008.

Commander le n° de Conflits : https://www.revueconflits.com/

EXTRAITS

Penser la puissance

Dans le hors-série n°2 de la revue Conflits (hiver 2015 – Puissance et rapports de force au XXI° siècle), *Florian Louis s'efforce de cerner ce que signifie "penser la puissance". Ainsi explique-t-il que* "la question de la puissance tient une place cruciale dans l'émergence et le développement de la pensée géopolitique. Il ne pouvait au demeurant en être autrement pour une discipline qui prit son essor au cœur d'un XIX[e] siècle marqué par la confrontation des impérialismes européens qu'elle entreprit bientôt non seulement d'analyser mais de seconder." *Extraits (p.78 à 82).*

Les vertiges de la puissance

""À la fin du XX[e] siècle, le triomphe des Etats-Unis sur leur rival soviétique a provoqué une prolifération conceptuelle autour de la monopolisation de la puissance par un seul acteur et ses conséquences plus ou moins heureuses. Ainsi Zbigniew Brzezinski s'est-il proposé de théoriser la puissance globale (*Global power*) à laquelle auraient selon lui accédé les Etats-Unis. Une puissance originale à plus d'un titre. En premier lieu parce que son siège, pour la première fois de l'histoire, n'est pas situé en Eurasie mais dans le Nouveau Monde. En second lieu parce qu'elle s'exercerait moins par la coercition que par la conviction et la coopération : plutôt que d'asservir ses rivaux, les Etats-Unis préfèrent les contenir et les séduire pour en faire au final des relais de leur puissance, comme en témoigne l'évolution de leurs relations avec le Japon ou l'Allemagne. Des analyses développées par Joseph Nye dans ses travaux sur le *soft power* […].

"Pour leur part, Ben Wallenberg, suivi par Hubert Vedrine et Josef Joffe, ont proposé de parler d'"hyperpuissance" (*hyperpower*) pour décrire la domination sans partage exercée par les Etats-Unis depuis la fin de la guerre froide. Le terme de "superpuissance", forgé en 1944 par William T.R Fox qui l'applique alors non seulement aux Etats-Unis et à l'URSS, mais aussi à la Grande Bretagne, ne paraît en effet plus approprié dans la mesure où les Etats-Unis n'ont désormais plus aucun rival de puissance comparable capable d'exercer sur eux une dissuasion crédible comme ce fut le cas de l'URSS. D'où le recours à une nouvelle épithète superlative pour décrire cette montée en gamme de la puissance américaine.

"Avec le temps cependant, les déconvenues de la prétendue hyperpuissance américaine et l'émergence de potentiels rivaux ont conduit les analystes à nuancer le tableau. C'est ainsi qu'à la foison de publications vantant ou déplorant la suprématie étasunienne, est venu se substituer une tendance à l'*american power bashing* qui tombe parfois dans les excès inverses de la première tendance. Bertrand Badie s'est ainsi penché à partir de l'exemple américain sur la paradoxale *impuissance de la puissance*, liée selon lui au fait que *"la puissance n'appelle désormais plus la puissance mais la contestation".* Alors que la puissance répondait jadis à une logique cumulative qui voulait qu'elle se renforçait à mesure qu'elle s'affirmait et étendait son ère d'influence, elle ne provoquerait aujourd'hui plus qu'"indignation, rancœur ou haine" génératrices d'ennemis non conventionnels face auxquels la puissance, toute hyperbolisée fut-elle, a bien du mal à se faire respecter.

"Autant de facteurs qui, couplés à une décennie d'errements stratégiques, seraient à en croire Olivier Zajec à l'origine d'une *nouvelle impuissance américaine* prélude à un inéluctable déclin. La thèse d'Olivier Zajec part d'un paradoxe. La période de l'"hyperpuissance" est terminée, à supposer qu'elle ait jamais existé, les Etats-Unis sont en train de devenir une puissance "comme les autres" avec ses forces et ses limites. Mais la nature des Etats-Unis, les conditions de leur naissance, leur idéal missionnaire, leur prétention à étendre leur modèle dans le monde entier en font une puissance différente de toutes les autres. Pourront-ils se résigner à cette situation ? Olivier Zajec en doute et les affirmations cent fois répétées des présidents américains confirment son intuition : pour eux, il n'est qu'une place pour les Etats-Unis : la première.

"Plutôt que de penser en termes d'impuissance les difficultés croissantes rencontrées par les États-Unis, certains auteurs s'interrogent sur les revers et les effets pervers de la puissance. Dans un livre à charge contre l'interventionnisme militaire tous azimuts de son pays, C. A. Preble explique comment la puissance, loin d'être une chance, serait devenue un "problème" pour les États-Unis. Forts de leur arsenal militaire sans pareil, les décideurs de Washington auraient une fâcheuse tendance à confondre la puissance et la force, avec pour résultat d'affaiblir la puissance des Etats-Unis en abusant de leur force. Tant et si bien que cette puissance démesurée, source d'une *hubris* qui pousse à mal l'utiliser, serait génératrice de coûts et de menaces nouvelles pour le pays, qu'elle finirait donc par affaiblir plutôt que de le renforcer. Une thèse également défendue par G. M. Gallarotti qui va jusqu'à assimiler la puissance, comme on le fait parfois de la manne pétrolière, à une "malédiction" qui pousserait ceux qui en bénéficient à un excès de confiance (une "illusion de la puissance") porteur de politiques néfastes pour ceux-là mêmes qu'elles sont censées servir."

Orientations bibliographiques : *Le Grand échiquier. La primauté américaine et ses impératifs géostratégiques,* par Zbigniew Brzezinski, (1997) ; *L'impuissance de la puissance,* par Bertrand Badie, (2004) *; Hyperpuissance,* par Josef Joffe, (2007) ; *The Power Problem : How American Military Dominance Makes Us Less Safe, Less Prosperous, and Less Free,* par Christopher A. Preble, (2009) ; *The Power Curse: Influence and Illusion in World Politics,* par Giulio M. Gallarotti, (2010) ; *La nouvelle impuissance américaine,* par Olivier Zajec (2011).

Commander le n° de Conflits : https://www.revueconflits.com/

BIOGRAPHIE

Professeur agrégé d'histoire, Florian Louis enseigne en classes préparatoires aux grandes écoles. Il est également chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Paris ainsi qu'à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. Il achève à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS, Paris), une thèse portant sur les origines de la géopolitique. Spécialiste de l'histoire de cette discipline et de la pensée de ses principaux praticiens, il vient de publier la troisième édition entièrement revue et augmentée de son manuel de référence sur le sujet : *Les grands théoriciens de la géopolitique* (éditions Belin). Il y présente en détail la genèse de la démarche géopolitique ainsi que les grands modèles théoriques qu'elle a suscité, depuis le *Lebensraum* ("espace vital") cher à Friedrich Ratzel jusqu'au "grand échiquier" eurasiatique modélisé par Zbigniew Brzezinski en passant par le *Heartland* de sir Halford Mackinder ou le *Rimland* de Nicholas J. Spykman.

Ses recherches actuelles, qui l'ont conduit à explorer des deux côtés de l'Atlantique de nombreux fonds d'archives jusqu'alors inexploités, portent plus précisément sur la manière dont la géopolitique, qui fut popularisée par un groupe de géographes allemands proches du pouvoir nazi dans les années 1930, a été progressivement récupérée par les pays vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Au premier rang desquels les États-Unis où cette discipline initialement combattue et dénoncée comme une "pseudo-science" au service de l'impérialisme allemand s'est finalement rapidement acclimatée et normalisée. Dans le contexte de la guerre froide naissante, ce sont en effet des savants états-uniens qui vont la reprendre à leur compte pour la mettre au service des intérêts de leur pays.

Contributeur régulier de la revue de géopolitique *Conflits* [voir *Communication & Influence* n°93, mai 2018, *Mesurer les jeux de puisance et d'influence en géopolitique : le décryptage de la revue Conflits*], Florian Louis y tient notamment une chronique consacrée à l'histoire des idées géopolitiques. Il a par ailleurs dirigé la rédaction d'un volumineux manuel d'introduction aux enjeux internationaux du monde actuel qui paraîtra en septembre 2019 aux Presses Universitaires de France sous le titre *Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain*. Également spécialiste du Moyen-Orient, il est l'auteur d'un récent et remarqué manuel retraçant l'histoire contemporaine de cette région (*Incertain Orient*, Puf, 2016). Avec Tancrède Josseran et Frédéric Pichon, il a par ailleurs publié une synthèse consacrée aux enjeux géopolitiques de la zone qui en est à sa deuxième édition (*Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord*, PUF 2016).

Très suivi et particulièrement actif, son compte Twitter (@flr_louis) propose une veille éditoriale internationale autour de la recherche en histoire, en géopolitique et en relations internationales.

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé Florian Louis va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

COMES
Quand la réflexion accompagne l'action

Communication & Influence
UNE PUBLICATION DU CABINET COMES
Paris ■ Toronto ■ São Paulo
Directrice de la publication : Sophie Vieillard
Illustrations : Rossana

CONTACTS
France (Paris) : +33 (0)1 47 09 36 99
North America (Toronto) : +00 (1) 416 845 21 09
South America (São Paulo) : + 00 (55) 11 8354 3139
www.comes-communication.com

N° ISNN 1760-4842